

DREAL-BRETAGNE  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 RENNES CEDEX

PLOUFRAGAN, le 12/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **FIDELE SAS**

9 ROUTE DE KERBOST  
BP 50106 GRACES  
22201 GUINGAMP

Références : 2022/DREAL/SPPR  
Code AIOT : 0005503334

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement FIDELE SAS implanté 9 ROUTE DE KERBOST BP 50106 GRACES 22201 GUINGAMP. L'inspection a été annoncée le 07/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FIDELE SAS
- 9 ROUTE DE KERBOST BP 50106 GRACES 22201 GUINGAMP
- Code AIOT : 0005503334
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise Fidèle est spécialisée dans la fabrication d'aliments humides en conserves appertisées pour chiens et chats.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Equipements sous pression

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Suivi de la périodicité des contrôles	Code de l'environnement du 24/08/2022, article L.557-28	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les risques présentés par les équipements sous pression sont considérables pour les personnes, les biens et l'environnement. Je précise par exemple qu'une pression d'un bar exerce sur une surface d'un mètre carré une force équivalente à dix tonnes.

Le stérilisateur de grande hauteur STORK n°18193, que la société FIDELE exploite sur son site de GRACES, a bénéficié de l'autorisation de report d'épreuve hydraulique par décision préfectorale du 11 mars 2019.

Comme l'indiquait le courrier de transmission de cette décision préfectorale, le stérilisateur STORK n°18193 était toutefois en retard de requalification puisque sa dernière attestation de requalification périodique était en date du 5 août 2002. Ce courrier demandait donc de procéder à cette requalification périodique, sans épreuve hydraulique compte tenu de l'aménagement octroyé, dans les meilleurs délais. Malgré cette demande explicite qui a été adressée en 2019, la société FIDELE sollicite, en 2022, un nouveau report d'épreuve hydraulique sans avoir préalablement fait procéder à cette requalification périodique par un organisme habilité.

Le report d'épreuve hydraulique accordé le 11 mars 2019 étant désormais échu, l'équipement STORK est donc aujourd'hui en situation irrégulière au titre des équipements sous pression.

Des travaux de maintenance et de soudage sont prévus en fin d'année 2022 afin que l'équipement soit en mesure d'effectuer un nouveau contrôle réglementaire.

Une requalification périodique se concluant par un avis favorable est pourtant un pré-requis pour la poursuite de l'utilisation du stérilisateur STORK, compte tenu des enjeux de sécurité liés aux équipements sous pression.

Par conséquent, une mise en demeure de faire les contrôles périodiques est proposée à M. Le préfet des Côtes d'Armor.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, liste des appareils à pression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> La liste présentée présente l'ensemble des éléments demandés à l'exception du régime de suivi des équipements listés, à savoir sans ou avec plan d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Suivi de la périodicité des contrôles

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/08/2022, article L.557-28
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ESP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En raison de leurs risques spécifiques et de leurs conditions d'utilisation, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens. Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes :1° La déclaration de mise en service ;2° Le contrôle de mise en service ;3° L'inspection périodique ;4° La requalification périodique ou le contrôle périodique ;5° Le contrôle après réparation ou modification. Certaines de ces opérations sont réalisées par des organismes mentionnés à l'article L.557-31.
<b>Constats :</b> L'inspection a mis en évidence les constats suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- 14 équipements sous pression sont recensés par l'exploitant (vapeur, air comprimé et froid)</li><li>- Un seul équipement sous pression n'est pas à jour de ses contrôles réglementaires : Le stérilisateur STORK n° 18193. Cet équipement n'est pas à jour de sa requalification périodique et est donc en situation de non-conformité. Il est prévu des travaux sur le stérilisateur fin 2022 en amont de la réalisation des contrôles périodiques nécessaires.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois